

Consultant en intelligence économique

RNCP34721 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	320
Formacode(s)	46342
Code(s) ROME	M1403, M1402, E1103
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	29/06/2020
Date d'échéance	29/06/2025

Certificateur(s)

ECOLE EUROPEENNE D INTELLIGENCE ECONOMIQUE · SIRET : 49203893000011

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Au cœur des évolutions techniques, sociétales, économiques nationales et internationales, le consultant en intelligence économique est un professionnel qui accompagne les dirigeants sur le processus de collecte, d'analyse, d'exploitation et de protection de l'information en vue d'orienter leurs décisions stratégiques.

Dans un marché mondial où les découvertes scientifiques sont de plus en plus rapidement intégrées, les dirigeants sont obligés de se tenir en veille permanente. Dans le cadre des réformes anticorruption engagées par les différents gouvernements, en particulier la loi Sapin II, les entreprises sont tenues responsables de la qualité de leurs partenaires. Elles ont donc un besoin impératif de savoir-faire en matière d'enquête économique. Comme l'information est devenue une matière première, de plus en plus de personnes cherchent à la dérober. Les dirigeants d'entreprise attendent donc du consultant en intelligence économique qu'il sécurise le patrimoine informationnel.

ACTIVITÉS VISÉES

Le consultant en intelligence économique est un professionnel qui accompagne les dirigeants sur le processus de collecte, d'analyse, d'exploitation et de protection de l'information en vue d'orienter leurs décisions stratégiques.

Spécialiste du management de l'information, son action comprend la recherche d'informations (sources internet et/ou humaines), la configuration d'outils de veille pour cartographier un secteur, valider un partenaire, orienter une action d'influence, prévenir et aider à résoudre les crises.

Et comme depuis quelques années, l'information est devenue un moyen de développement, voire de déstabilisation, le(la) consultant(e) en Intelligence Economique est désormais aussi mandaté(e) pour évaluer et corriger les risques informationnels liés à la fuite d'informations ou à la e.reputation.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Etablir un plan de recherche et configurer un outil de veille pour collecter les informations sur le web (web référencé et Deep Web)

- Etablir un plan de recherche
- Choisir les outils adaptés pour constituer un portail de veille
- Configurer un outil de veille

Collecte d'informations de sources humaines (Humint)

- Préparer les entretiens
- Opérer les entretiens
- Valider les informations

- Restituer et analyser les informations obtenues

Réaliser des analyses stratégiques : Benchmarking (études comparatives), validation de partenaires et diligence raisonnable (due diligence)

- Etablir une analyse sectorielle
- Evaluer un patrimoine (financier, matériel et immatériel)
- Constituer une analyse comparative (Benchmarking)

Evaluer et utiliser les leviers d'influence (dossier de lobbying)

- Constituer la cartographie des forces en puissance
- Optimiser les stratégies d'influence
- Maîtriser les mécaniques et le fonctionnement réel des opérations de lobbying européen

Définir, prévenir et circonscrire les risques informationnels

- Connaître les grandes règles du management des risques
- Constituer une étude des risques
- Bâtir et diriger une opération de communication de crise
- Savoir sécuriser l'information

Maîtriser le management de projet

- Mettre en place toutes les étapes d'une mission d'audit
- Manager une équipe, un client, des sous traitants...
- Etablir le cadre légal
- Maîtriser les outils de restitution de livrables

Blocs de compétences

RNCP34721BC01 — Etablir un plan de recherche et configurer un outil de veille pour collecter les informations sur le web

LISTE DE COMPÉTENCES

Identifier et exprimer les besoins de l'organisation en informations.

Définir les limites conceptuelles et sémantiques des axes de recherche ou de veille.

Circonscrire le périmètre informationnel : identifier, qualifier, sélectionner et valider les sources d'informations utiles .

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas professionnel

- Livraison du support d'analyse - Présentation orale

RNCP34721BC02 — Collecte d'informations non formalisées (Humint)

LISTE DE COMPÉTENCES

Identifier et exprimer les besoins de l'organisation en informations

Qualifier la complémentarité avec les sources Web

Définir les limites conceptuelles et sémantiques des axes de recherche - Evaluer la fiabilité des sources

Réaliser une cartographie de sources clefs

Préparer des scénarii d'approche

Circonscrire le cadre légal (droit à l'image, délit de fausse fonction, fausse identité, obligation de citer les sources, etc...)

Utiliser les différentes techniques d'interviews : l'écoute audio-gestuelle, outils sémantiques...

Synthétiser et analyser des données et des informations qualitatives et quantitatives

Exploiter des informations archivées pour les mettre en perspective, définir les signaux faibles, les signaux forts

Restituer un livrable qui présente les informations clefs obtenues, l'analyse qui en découle et éventuellement en annexe, qui précise le cadre du secteur observé, la totalité des sources abordées, le mode de sélection des sources.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas et mises en situation professionnelles

- Livraison du document - Présentation orale

RNCP34721BC03 — Etablir une analyse stratégique en matière d'intelligence économique

LISTE DE COMPÉTENCES

Analyse Sectorielle

- Etablir un plan de recherche
- Valider les bases de données sectorielles judicieuses (actualisées, complètes, indépendantes, etc...)

Identifier les outils de cartographie adaptés

- Etablir les grilles d'évaluation pour mesurer l'importance de chacun des acteurs - Restituer un dossier clair et synthétique

Analyse des valeurs patrimoniales traditionnelles– Evaluer les spécificités géographiques et leurs conséquences culturelles (pays développés, pays émergents...)

- Evaluer des entreprises à partir de documents comptables et financiers
- Evaluer leur valeur par la méthode des ratios, type : PER, PEG, VE/CA... adaptés aux typologies d'entreprises (stat-up, en croissance, mature, en déclin...)
- Maîtriser la constitution des matrices stratégiques classiques : swot, Porter, etc...

Analyse du patrimoine immatériel

- Cartographier virtuellement une empreinte numérique d'une personne physique et personne morale
- Connaître les usages de suppression de contenu sur le Web - Maîtriser les techniques d'enfouissement et de référencement sur le Web

Analyse comparative

- Comparer la performance d'une organisation avec différentes pratiques/critères de référence (internes, externes...) afin de développer des axes d'amélioration de la performance de l'entreprise
- Se poser les bonnes questions face aux changements structurels et conjoncturels d'une organisation
- Comprendre le marché dans son ensemble d'une organisation (concurrents, fournisseurs, réglementation, clients/consommateurs, produits, ...)
- Utiliser les matrices clefs (les 5 forces de porters, SWOT, PESTEL, BCG...) pour évaluer l'environnement d'une organisation
- Identifier les ressources et les compétences clefs d'une organisation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas professionnel - livraison d'un dossier de diligence et d'un descriptif de la méthodologie suivie et des sources utilisées - soutenance orale

RNCP34721BC04 — Elaborer des stratégies de lobbying ou se prémunir des leviers d'influence

LISTE DE COMPÉTENCES

Analyse situationnelle

- Connaître les bases de données spécifiques
- Exploiter les outils de cartographie
- Maîtriser les outils de ranking du Web pour évaluer qui sont les influenceurs importants : Google, mais aussi les réseaux sociaux, les wikis...

Recommandation de stratégie d'influence

- Connaître les différentes postures d'influence ainsi que leurs avantages et leurs inconvénients (neutre, négative, défensive, réactive, proactive...)
- Connaître les usages et les cibles des principaux réseaux sociaux

Mise en œuvre de stratégies d'influence

- Exploiter les outils Web intermédiaires (Wiki, référencement, Plateforme de contenu collaboratif, Social bookmarking...)
- Connaître les leviers d'intérêt des influenceurs (amont et aval), savoir mobiliser les trois leviers de contact (valoriser, rassurer, intéresser)

- Adapter les leviers de négociation et de coalition

Mise en œuvre d'une opération de lobbying européen

- Maîtriser les règles de rédaction d'un « information Paper »
- Connaître les institutions, leur mode de fonctionnement, le cadre légal européen
- Connaître les règles et les usages à Bruxelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation réelle - étude de cas professionnel (établir une recommandation de stratégie d'influence) - Livraison d'une cartographie des forces en puissance avec le positionnement de chacun des acteurs - Présentation orale

RNCP34721BC05 — Gestion de communication de crise et sécurisation du patrimoine informationnel

LISTE DE COMPÉTENCES

Etude des risques

- Passer en revue l'ensemble des risques (risques financiers, risques concurrentiels, risques environnementaux, etc...
- Adapter pour chacun d'eux le niveau de criticité
- Maîtriser les outils de cartographie pour établir un document de synthèse : une cartographie des risques
- Anticiper des déroulés possibles de crises
- Evaluer puis mettre en place une stratégie de prévention et de limitation des risques (réduire la probabilité, la gravité, la probabilité de non-détection...) - Élaborer des arbres de décision et définir des procédures simplifiées pour assurer la rapidité de réactions.

Sécurisation de l'information

- Connaître les règles d'or de la sécurisation de la communication. Savoir composer les différents moyens de sensibilisation et les outils de communication interne : physiques (affiches, affichettes, parutions internes...), web (articles, vidéo, quizz.... Sur l'intranet), humains (organisation de conférence, boîte à idées, insentive, etc..)
- Maîtriser les grilles d'évaluation des niveaux de confidentialité
- Mobiliser les principaux outils de stockage et de communication, en connaissant leur coût, leur modalité d'usage, et leurs délais de mise en place

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation reconstituée - Étude de cas : Gestion de la communication de crise- Livraison d'un livret de gestion de communication complet

- cas d'école avec QCM

RNCP34721BC06 — Management d'équipe et de projet d'intelligence économique

LISTE DE COMPÉTENCES

Élaboration d'un projet d'intervention

- Le sens de l'écoute pour comprendre les attentes du donneur d'ordre
- Le sens de la reformulation pour valider le contenu de la mission
- Maîtriser le cadre légal pour circonscrire les moyens à mettre en œuvre (y compris par les fournisseurs)
- Comprendre les enjeux stratégiques de l'entreprise en fonction de son environnement, de ses activités, etc.
- Savoir appréhender des facteurs culturels et historiques et modéliser des processus en adéquation avec les acquis et la culture de l'entreprise
- Estimer le coût et le temps nécessaire à la mission

Suivi de prestation

- Établir le cadrage et maîtriser les outils de gestion de projet
- Posséder le sens du management pour encadrer les membres de son équipe

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Étude de cas professionnel - Mise en situation réelle - livraison d'un dossier de diligence raisonnable (Due diligence) - soutenance orale

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le métier s'exerce dans un cabinet-conseil spécialisé ou au sein d'un service dédié dans une organisation (entreprise et/ou institution publique). La recherche et l'exploitation de l'information sont de fait une activité très transverse. L'intelligence Economique intéresse donc autant les entreprises, les banques et organismes financiers, les collectivités territoriales que les associations ou ONG et ce quelle que soit leur taille.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Consultant en intelligence économique et stratégique ; Auditeur en Intelligence Economiste ; Directeur ou

responsable de la cellule Intelligence Economique ; Consultant en information stratégique ; Consultant en validation de partenaire ; Business Developer ; Analyste ; Knowledge manager ; Directeur de la veille
; Consultant en gestion du risque informationnel ; Analyste en gestion des risques ; Auditeur en e.reputation

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Le consultant en intelligence économique doit respecter les chartes d'éthique et de déontologie de la profession, les règles du droit, de la CNIL et faire preuve d'une bonne moralité.

La loi Sapin II

La loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 (Sapin II) est le fruit d'une évolution de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques. Elle rejoint dans ce sens plusieurs directives européennes (OCDE et Conseil de l'Europe) ainsi que les lois internationales des Nations Unies. De manière plus pragmatique, elle est le pendant, moins offensif, du Foreign Corrupt Practices Act (FCPA) américain et du Bribery Act britannique (UKBA).

Il est important de noter que le législateur a souhaité donner une portée extraterritoriale à la loi et impliquer, à titre personnel, en tant que personne physique, les dirigeants et mandataires sociaux dans les conséquences et les sanctions pénales des actes de corruption.

Elle diffère en cela des textes antérieurs. Les entreprises et leurs dirigeants doivent prendre acte très sérieusement de l'obligation de mise en conformité voulue par la loi et de la suppression d'une forme d'impunité des dirigeants reportée sur la personne morale qui prévalait jusqu'alors.

Le RGPD

Le 27 avril 2016, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont adopté le RGPD, instrument juridique qui s'inscrit dans la continuité de la directive sur la protection des données personnelles adoptée en 1995 (article 94(1) du règlement). Le RGPD, contraignant à partir du 25 mai 2018, offre un cadre juridique homogène pour l'ensemble des Etats-membres de l'UE – et sera applicable aux collectivités et aux entreprises. Aujourd'hui, ces dernières doivent composer avec 27 ou 28 textes nationaux et n'auront désormais plus qu'un texte réglementaire de référence et qu'un unique interlocuteur.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 771 €
Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée) U0X80 — Assistants de la communication · tension 1/5 (Très faible) U0X90 — Cadres de la communication · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	21 603
Jugés difficiles à recruter	29 %
Emplois saisonniers	9 %

Familles professionnelles (FAP)

L4X80 — Techniciens des services administratifs
L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques
L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)
L5X93 — Chargés d'études socio-économiques
U0X80 — Assistants de la communication
U0X90 — Cadres de la communication

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

La formation s'adresse aux personnes justifiant d'un titre de niveau 6 au minimum (si vous êtes détenteur d'une L3, scolarité sur 2 ans, si vous avez déjà un M1, scolarité sur 1 an) et justifiant d'un bon niveau d'anglais ou avoir une expérience significative d'un ou deux ans dans un secteur qui assure au candidat la capacité de s'approprier les outils de recherche d'informations et une bonne compréhension du fonctionnement des entreprises.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Le jury compte au moins 5 personnes.

Il est composé d'employeurs et de salariés en proportion à peu près équivalente.

La proportion de femmes est à minima représentative de la répartition homme/femme de la profession.

Le président du jury est désigné par l'ensemble des membres du jury. Statutairement il est extérieur à l'organisme de formation délivrant la certification.

Le jury valide l'ensemble des résultats de tous les évaluateurs et assiste à la présentation finale.

80% de ses membres sont extérieurs à l'organisme de formation délivrant.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Le jury compte au moins 5 personnes.

Il est composé d'employeurs et de salariés en proportion à peu près équivalente.

La proportion de femmes est à minima représentative de la répartition de la profession.

80% de ses membres sont extérieurs à l'organisme de formation délivrant la certification.

Le président du jury est désigné par l'ensemble des membres du jury. Statutairement il est extérieur à l'organisme de formation délivrant la certification

Chaque bloc de compétence est validé en deux étapes : lors d'évaluations spécifiques des blocs de compétence et par un examen final qui reprend l'ensemble des compétences dans une présentation transversale finale.

Le jury valide l'ensemble des résultats de tous les évaluateurs et assiste à la présentation finale.

100% des évaluateurs exercent une activité professionnelle en plus de leur activité pédagogique (dans 90% des cas, l'activité autre que pédagogique est l'activité principale).

COMPOSITION DU JURY — APPRENTISSAGE

Le jury compte au moins 5 personnes.

Il est composé d'employeurs et de salariés en proportion à peu près équivalente.

La proportion de femmes est à minima représentative de la répartition de la profession.

80% de ses membres sont extérieurs à l'organisme de formation délivrant la certification.

Le président du jury est désigné par l'ensemble des membres du jury.

Statutairement il est extérieur à l'organisme de formation délivrant la certification

Chaque bloc de compétence est validé en deux étapes : lors d'évaluations spécifiques des blocs de compétence et par un examen final qui reprend l'ensemble des compétences dans une présentation transversale finale.

Le jury valide l'ensemble des résultats de tous les évaluateurs et assiste à la présentation finale.

100% des évaluateurs exercent une activité professionnelle en plus de leur activité pédagogique (dans 90% des cas, l'activité autre que pédagogique est l'activité principale).

COMPOSITION DU JURY — VAE

Le jury compte au moins 5 personnes.

Il est composé d'employeurs et de salariés en proportion à peu près équivalente.

La proportion de femmes est à minima représentative de la répartition de la profession.
80% de ses membres sont extérieurs à l'organisme de formation délivrant la certification.
Le président du jury est désigné par l'ensemble des membres du jury. Statutairement il est extérieur à l'organisme de formation délivrant la certification.

Tous les membres du jury prennent connaissance :

- du livret 1 et 2 rédigés par les postulants
- du mode de fonctionnement de la VAE,
- ainsi que le tableau de référencement des activités, compétences et validations.

Ensuite, ils reçoivent le candidat, valident ses compétences, au cours d'un entretien d'une heure.

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 667 €
Selon la branche	7 000 € – 8 762 €
Prise en charge	Branches concernées
7 667 €	Valeur par défaut · 205 branches
8 762 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil, CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat, CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances
7 888 €	CPNEFP Sports Loisirs
7 558 €	CPNEF de la Publicité
7 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
7 400 €	CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date de décision	29/06/2020
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	29/06/2025

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2018	39	2	85 %	81 %
2017	35	1	86 %	76 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS
RNCP12560

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)
RNCP40647

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/34721/>